

Avis adopté à la séance plénière du 22 septembre 2020

Contribution du CESE au projet de loi de programmation pluriannuelle de la recherche

Déclaration du groupe de l'Agriculture

Lors de la plénière consacrée à la partie budgétaire du projet de loi sur la recherche, le groupe de l'agriculture avait affirmé que les ambitions économiques, sociales et environnementales de notre pays devaient s'appuyer sur une recherche ambitieuse.

La recherche et l'innovation sont des outils essentiels pour allier transition climatique, productivité et compétitivité dans le secteur agricole. Il faut donc renforcer les synergies entre la recherche fondamentale, la recherche appliquée, l'enseignement supérieur et le déploiement des connaissances sur le territoire. Il faut aussi améliorer les échanges entre les secteurs de la recherche, de l'industrie et de l'agriculture.

Il faut faire prendre conscience aux décideurs, comme aux citoyens, que la Recherche, c'est du temps long et qu'il faut savoir investir sans attendre des résultats immédiats. Le secteur agricole en souffre tout particulièrement.

L'interdiction brutale des néonicotinoïdes, sans plan d'accompagnement, sans dotation spécifique à la recherche publique ou privée, a eu des conséquences catastrophiques pour les planteurs de betteraves et pour toute une filière.

Les médias ont particulièrement relayé les difficultés rencontrées au cours de cet été 2020.

En moyenne, près de 35 % des surfaces nationales ont été atteintes de jaunisse (de 5 à 10 % dans les régions les plus épargnées à 100 % dans celles les plus durement touchées). Les pertes de rendement s'élèvent à près de 40 % sur ces surfaces, soit l'équivalent de plus de 5 millions de tonnes de betteraves qui ne seront pas produites cette année. Un tel sinistre est une menace majeure pour cette filière et les 46 000 emplois directs qu'elle représente et le même nombre d'emplois indirects et induits.

L'interdiction systématique des intrants ne fait pas une politique. Ce qu'il faut construire avec les agriculteurs, les scientifiques, les politiques et les citoyens c'est une transition écologique et énergétique avec des moyens dédiés à l'agronomie et aux alternatives de traitement.

L'effort doit être global et porté par le plus grand nombre d'acteurs possibles ; cela permettra à nos jeunes de s'installer dans des conditions optimales.

Nous soutenons donc une sensibilisation de notre jeunesse aux carrières scientifiques. Nous devons investir dans la formation des élèves et des étudiants et nous devons aussi faire en sorte qu'ils poursuivent leurs recherches en France. Il faut aussi, bien entendu, continuer à renforcer les liens entre les entreprises et la Recherche.

Le groupe de l'agriculture a voté pour.